

Finances : UPF contre-attaque et s'oppose à la hausse des impôts

Répondant à la récente réunion publique organisée par Marc Petit pour évoquer les finances de la Ville, Dino Cinieri a réuni hier 200 personnes à la Bourse du travail pour préciser sa position sur la situation financière de Firminy

À la Bourse du travail, on a recommencé donc, sans toutefois reprendre les mêmes.

C'est à André Reynard que revient de la tâche de dresser un panorama des finances de la commune.

Graphiques à l'appui, l'ancien premier adjoint assène un à un des faits qu'il argumente : oui, son équipe a laissé un

Dino Cinieri promet de faire circuler une pétition pour protester

excédent de 8,5 millions d'euros, pour un encours de la dette s'élevant à 13,5 millions d'euros, « soit 692 euros par habitant, pour une moyenne nationale de 906 euros pour une ville de la même strate ».

Et de marteler que la mairie a « décidé seule de l'augmentation des impôts en avril », taclant au passage la démocratie participative, rappelant que les taux d'imposition grimperont de 40 % en six ans. Revenant sur le principe d'abattement adopté en conseil municipal par la majorité (lire nos éditions du 29 et 30 septembre), André Reynard dénonce un système « qui pénalisera les personnes aux revenus moyens », et demande à ce que l'on « cesse de mentir ». Revenant sur les 10 millions d'emprunts contractés par son équipe en

2007, l'ancien premier adjoint estime que cet emprunt a été souscrit « au bon moment, en profitant de taux bas ». « Refusons la facilité d'augmenter les impôts, appuyons-nous sur nos réserves », conclue-t-il, avant d'assurer que les documents dont il dispose, soit la note de synthèse 2007 du Trésor (Marc Petit n'ayant pas à l'heure actuelle rendue publique l'analyse officielle actuellement en sa possession), sont consultables par tous au local d'UPE.

Les questions fusent, et c'est Dino Cinieri qui s'y colle cette fois-ci. « Pourquoi ne pas avoir voté les taux d'imposition avant l'élection de M. Petit ? », demande-t-on dans l'assistance.

« C'est l'usage, rétorque l'ancien maire. Bernard Outin a agi de même en son temps ». Pris à parti sur l'éventuelle suppression de la DSU (Dotation Urbaine de Solidarité), qui pourrait être votée dans le cadre de la loi des finances et qui inquiète la majorité actuelle, le député assure qu'il agira en son âme et conscience : « J'assume mes responsabilités ».

Et de souligner que son souhait de toujours a été de développer l'économie, mettant en avant ses qualités de gestionnaire « 40 millions d'investissement pour 10 millions d'emprunts à taux fixes pour la piscine, l'ANRU, le pôle culturel, et le barrage des



« Pourquoi Marc Petit prétend-il que la situation financière est désastreuse ? » s'enquiert un présent / Photo Matthieu Lambert

Plats. » « Pourquoi Marc Petit prétend-il que la situation financière est désastreuse ? » s'enquiert un présent. « On cherche à discréditer l'adver-

saire », répond André Reynard. Dino Cinieri en appelle enfin à la vérité, et promet de faire circuler dans les prochains jours une pétition

pour « protester contre une hausse des impôts inacceptable pour une ville ouvrière comme Firminy ». À l'issue de cette réunion, le débat n'a

guère avancé, chaque camp restant sur sa position, convaincu de son bon droit.

Matthieu Lambert